

Questions orales

mation. Les libéraux voient enfin la lumière. J'abonde dans le sens du député.

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, si le ministre de l'Emploi pouvait nous éclairer, ce serait fort utile.

Il a dit hier qu'il annoncerait au cours des deux ou trois prochains jours de nouvelles mesures tendant à favoriser la formation. Il y a dans le pays tout entier des gens qui ont désespérément besoin de formation et d'un soutien accru. Nous nous demandons cependant avec inquiétude si le ministre ne va pas déshabiller saint Pierre pour habiller saint Paul.

Premièrement, le ministre peut-il nous dire s'il est prêt à prendre aujourd'hui l'engagement de consacrer plus de fonds à la formation? Deuxièmement, est-il prêt à nous garantir que les fonds supplémentaires consacrés à la formation ne le seront pas au détriment de l'aide à la formation dans d'autres domaines?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, le député va-t-il enfin dire la vérité aux Canadiens et s'excuser auprès de tous les travailleurs qui ont besoin d'une formation?

Étant donné son opposition et celle de son parti, on se trouve à présent en retard d'une année et demie. Qui paie pour ce retard? Les travailleurs canadiens qui auraient pu être formés au cours de ces dix-huit mois, ce qui leur coûte des centaines de millions de dollars.

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre.

Le ministre devrait savoir que des milliers de travailleurs au Canada ont choisi la formation et, depuis trois semaines, ils attendent une réponse claire du ministre de l'Emploi et de l'Immigration, pour savoir s'il y aura des fonds pour leur permettre de suivre des programmes de formation. Certains d'entre eux ne peuvent même pas s'inscrire dans des collèges communautaires, à cause de la politique de non-remboursement.

Je pose au ministre une question très précise. Est-il prêt à annoncer aujourd'hui que son gouvernement a trouvé un moyen d'affecter des fonds pour que la formation pour stagiaires payants puisse être offerte aux milliers de travailleurs partout au Canada? Oui ou non?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, il ne me faudra pas autant de temps qu'à eux qui, pendant 18 mois, ont empêché les chômeurs canadiens d'obtenir une forma-

tion. Je devrais pouvoir fournir une réponse dans les jours qui viennent.

* * *

• (1450)

LES BANQUES

M. Garth Turner (Halton—Peel): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Dans les années 80, après le fiasco des prêts des grandes banques aux pays du tiers monde, les consommateurs canadiens ont dû acquitter des frais de service considérablement plus élevés.

Dans les années 90, après le fiasco des prêts des grandes banques à des promoteurs immobiliers tels que Olympia & York, quelle garantie le gouvernement peut-il donner que le véritable fardeau n'incombera pas encore une fois aux consommateurs canadiens, qui craignent qu'on leur présente la facture attribuable à l'imprévoyance des banquiers?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ai pris note de ces observations et j'ai communiqué avec l'Association des banquiers canadiens pour leur demander des garanties que cela ne se produira pas.

Je peux dire à mon collègue que l'Association des banquiers canadiens m'a effectivement informé que les répercussions de la situation d'Olympia & York ne réduiront pas leur capacité de servir leurs clients, en particulier le secteur de la petite entreprise.

On m'a aussi assuré qu'en aucune manière les banques tenteraient de récupérer leurs pertes auprès du secteur de la petite entreprise et, à mon avis, c'est très encourageant.

L'Association des banquiers canadiens m'a aussi informé que les banques collaboreraient pleinement au programme de financement de la petite entreprise et à d'autres programmes gouvernementaux, pour faire en sorte que le secteur de la petite entreprise obtienne le financement qui lui est nécessaire, surtout dans le cas des petites entreprises en difficulté.

* * *

LE SECTEUR CÉRÉALIER

M. John Harvard (Winnipeg St. James): Monsieur le Président, c'est au ministre chargé des Céréales que ma question s'adresse. Elle a trait à l'interruption des expéditions de céréales vers la Russie.